



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°173 14 OCTOBRE 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

COTE D'IVOIRE :  
880 M EUR  
POUR LA  
TRANSITION  
AGRO-  
ECOLOGIQUE  
REGIONALE

CONGO-  
BRAZZAVILLE : DES  
FINANCEMENTS  
ARABES POUR LA  
DIVERSIFICATION DE  
L'ECONOMIE

SENEGAL :  
PLASEPRI, PLUS  
DE 580 PME ONT  
BENEFICIE DE  
11,5 M EUR

COTE D'IVOIRE :  
ENTREE EN  
VIGUEUR DU  
NOUVEAU CODE  
FORESTIER

NIGER : LE PAYS  
SE DOTE D'UN  
CADRE  
JURIDIQUE POUR  
LE WAQF

COTE D'IVOIRE : LE  
PRESIDENT  
IVOIRIEN EN QUETE  
DE FONDS EN  
ARABIE SAOUDITE

SIERRA-LEONE :  
SL MINING  
SUSPEND SES  
ACTIVITES DANS  
LE PAYS

NIGER : LE PERIMETRE  
DU PERMIS  
D'EXPLOITATION  
D'URANIUM  
« MADAQUELA 1 »  
AGRANDI

MAURITANIE : LA  
BANQUE MONDIALE  
PREVOIT D'INVESTIR  
150 M USD AU  
1ER TRIMESTRE  
2020



## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Congo-Brazzaville : Sept protocoles d'accord signés pendant le Forum Investir en Afrique

Au nombre des accords signés figurent entre autres l'entrée de la Banque sino-congolaise dans le projet de la Zone économique spéciale de Pointe-Noire ; un MoU entre Sapro et China state construction engineering pour la construction d'une ligne de chemin de fer dédiée au transport du minerai de fer de Mayoko ; un MoU entre Eco-Oil énergie et Camaco pour la construction d'une usine de montage d'équipements agricoles à Maloukou, ainsi que deux protocoles d'accord entre le ministère de l'Économie et le Fonds national de développement du Congo pour la relance de la Société des textiles du Congo et la création d'une société mixte spécialisée dans l'entretien des voies navigables sur les axes Oubangui et Sangha.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Publication du rapport de recommandations « Carnets de santé en Afrique » du Conseil Présidentiel pour l'Afrique

Le Conseil Présidentiel pour l'Afrique et Action Santé Mondiale ont rendu public leur rapport de recommandations sur la politique française concernant la santé en Afrique et l'ont remis au Président Emmanuel Macron. Ce rapport présente les initiatives africaines en matière de santé et les bonnes pratiques pour un meilleur accès aux services de santé. Selon ce rapport, l'amélioration de la santé depuis 10 ans a permis une augmentation de +25% de la croissance économique des pays à revenu faible et intermédiaire. La France est un des acteurs les plus engagés pour la santé en Afrique : 5,3 Mds EUR de dons ont été versés depuis 2002.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Les producteurs ACP de bananes lancent « l'Appel d'Abidjan » pour protéger la filière

L'objectif est de sensibiliser les autorités européennes sur le poids socio-économique du secteur dans les pays ACP (Afrique Caraïbe Pacifique) et les risques liés à la concurrence latino-américaine. Les industriels ont appelé l'UE à i) confirmer son engagement à ne pas baisser les tarifs douaniers appliqués aux « bananes-dollar » en dessous de 75 EUR/T ; ii) mettre en place un nouveau mécanisme de stabilisation en 2020 ; iii) déployer un programme de développement des capacités locales de production. L'Ambassadeur de l'UE en Côte d'Ivoire a confirmé le maintien des tarifs douaniers à leur niveau actuel, mais a annoncé la non reconduction du mécanisme de stabilisation qui arrive à échéance en décembre 2019.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Bénin : adoption du projet de budget de l'Etat à 3 Mds EUR pour l'exercice 2020

Le Conseil des ministres du 25 septembre 2019 a adopté le projet de loi de finances 2020 fixant le montant total du budget à 1986,9 Mds FCFA (3 Mds EUR), en hausse de +5,8% par rapport à l'exercice 2019 mais avec un déficit en baisse de l'ordre de -1,8% du PIB. Le cadrage macroéconomique table sur une croissance de l'économie de +7,6% en 2020. La loi de finances sera transmise aux députés, qui l'étudieront en session budgétaire à partir du mois prochain.

### ▼ Burkina Faso : adoption du projet de budget de l'Etat à 3,9 Mds EUR pour l'exercice 2020

Le gouvernement a adopté le projet de budget de l'Etat 2020. Le projet de budget se chiffre à 2 267,3 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) en prévision de recettes et 2 552,4 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) en prévisions de dépenses, soit un déficit budgétaire global de -285,1 Mds FCFA (434,7 M EUR) correspondant à -3% du PIB nominal, conforme au critère de convergence commun de l'UEMOA et de la CEDEAO. Les prévisions de recettes (+7,5%) et des dépenses (+2,4%) pour l'année en cours ont également été rehaussées à travers l'adoption d'une loi de finances rectificative du budget 2019.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : reconstitution de la Commission électorale dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2020

Le gouvernement a donné son accord pour la nomination des 15 membres de la Commission centrale de la Commission électorale indépendante (CEI), dont : un représentant du président de la République, un représentant du ministre de l'Intérieur, six représentants de la société civile, un représentant du Conseil supérieur de la magistrature, trois représentants du parti au pouvoir et trois représentants de l'opposition. Youssouf Bakayoko, le Président de la précédente commission n'a pas été reconduit. Aucun membre n'est issu du principal parti d'opposition, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ; celui-ci refusant de reconnaître l'autorité de l'organe.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : mise en œuvre du schéma directeur de la réforme des finances publiques 2018-2020

Selon le gouvernement, à fin 2018, l'axe prioritaire « fiscalité et gestion des recettes de l'Etat », l'un des 8 principaux axes, a enregistré un taux d'exécution de 69,7%, porté notamment par la digitalisation des procédures de déclaration et de paiements des impôts. Quant aux axes liés à la « gestion des finances publiques des collectivités territoriales » et à la « passation des marchés publics », le gouvernement souligne un taux moyen d'exécution relativement faible, de l'ordre de 30%. Pour 2019-2020, les autorités annoncent 66 actions, déclinées en 213 activités, notamment en faveur du basculement en 2020 au budget-programmes.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Guinée-Bissau : une mission du FMI pour évaluer l'Etat de la gouvernance**

La mission a pour objectif d'évaluer l'état de la gestion des finances publiques (risques budgétaires, transparence dans la gestion des comptes publics...) et des institutions juridiques (loi sur le blanchiment d'argent, état de droit...) du pays, avec une attention particulière sur sa politique de lutte contre la corruption. A l'issue de la mission, la mission formulera des recommandations afin de définir une stratégie à moyen terme, visant notamment à éventuellement doter le pays d'un programme de soutien financier.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Niger : remaniement ministériel**

Le président du Niger Mahamadou Issoufou vient de nommer Issoufou Katambé au poste de ministre de la Défense, en remplacement de Kalla Moutari qui occupait ce poste depuis 2016. Membre du parti au pouvoir comme son prédécesseur, Issoufou Katambé était auparavant ministre de l'Hydraulique. Ce poste est désormais confié à Kalla Moutari. En outre, Massoudou Hassoumi, l'ex-ministre des Finances et homme de confiance du chef de l'Etat, limogé en février, a été nommé « ministre d'Etat à la présidence de la République ». Pour mémoire, des élections générales sont prévues en 2020 dont une présidentielle à laquelle l'actuel président a promis de ne pas se représenter au terme de son second et dernier mandat légal.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

**▼ Niger : adoption du projet de budget de l'Etat à 3,4 Mds EUR pour l'exercice 2020**

Le Conseil des ministres a adopté le projet de loi portant loi de finances 2020. Selon le communiqué publié, le budget général de l'Etat au titre du prochain exercice, a été arrêté, en recettes et en dépenses, à un montant de 2 236,15 Mds CFA (3,4 Mds EUR), soit une hausse de 3,65% comparativement au budget 2019. L'examen de ce projet sera au cœur des travaux de la 2<sup>ème</sup> session ordinaire de l'assemblée nationale ouvert le 25 septembre 2019. Ce projet intervient au moment où le gouvernement doit relever des défis liés à la sécurité régionale impliquant de fortes pressions sur les ressources, à la variabilité des cours mondiaux des matières premières et aux aléas climatiques.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

**▼ Sénégal : la croissance économique sénégalaise va passer à 7% en 2020-21, selon le FMI**

Selon le chef de la mission du FMI, Corinne Deléchat, la croissance économique du Sénégal devrait passer de 6% en 2019 à 7% en 2020-2021. Elle annonce également que le gouvernement du Sénégal et le FMI ont conclu un accord de principe au titre de l'instrument de coordination des politiques économiques (ICPE) pour une durée de trois ans. Un programme, sans décaissement de la part du FMI, qui devrait permettre un renforcement de la stabilité macroéconomique par le maintien de la viabilité des finances publiques et la gestion prudente de la dette de l'Etat du Sénégal.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : PLASEPRI, plus de 580 PME ont bénéficié de 11,5 M EUR**

Selon la ministre de la Microfinance et de l'Economie sociale et solidaire, plus de 580 PME des régions de Dakar, Thiès et Saint-Louis, ont bénéficié d'un financement d'environ 11,5 M EUR de la plateforme d'appui au secteur privé et de valorisation de la diaspora sénégalaise en Italie (PLASEPRI), fruit de la coopération entre le Sénégal et l'Italie. L'objectif de PLASEPRI est de soutenir la création et le renforcement des PME, en favorisant également l'investissement au Sénégal des compatriotes de la diaspora. Pour rappel, le total des transferts de fonds réalisés par la diaspora sénégalaise en 2018 ont atteint 2213 M USD.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra-Leone : les services du FMI concluent leur visite en Sierra Leone**

La mission a indiqué que les performances économiques enregistrées par le pays lors des six premiers mois de l'année étaient conformes aux projections du programme, publiée en juin dernier, et qui tablaient sur une croissance de 5,1% en 2019 (contre 3,5% en 2018). Les réserves de change ont augmenté de façon satisfaisante pour atteindre près de 517 M USD à la fin juin 2019 (soit environ 3 mois et demi d'importations). Les discussions de cette visite ont aussi porté la finalisation un plan d'apurement des arriérés compatible avec le maintien de la viabilité de la dette. Cette visite préparatoire contribuera à l'élaboration de la 2<sup>ème</sup> revue prévue dans le cadre du programme FEC pour la fin de l'année.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : loi de finance rectificative en discussion au Parlement**

Le gouvernement a transmis au Parlement un projet de loi rectificative conformément aux engagements pris lors de la 5<sup>ème</sup> mission de revue du programme conclu avec le FMI. Le déficit budgétaire 2019 enregistrera une hausse de 0,2 points de PIB pour tenir compte des dépenses de préparation des élections présidentielles prévues au 1<sup>er</sup> trimestre de 2020, à hauteur de 7 Mds FCFA. A titre de rattrapage, la loi de finances pour l'exercice 2020 verra son déficit réduit au regard des objectifs initiaux (1,9 point de PIB au lieu des 2,1 projetés). L'approbation du Parlement est attendue dans le courant du mois d'octobre.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Côte d'Ivoire : situation des opérations de passation des marchés publics au 2<sup>ème</sup> 2019

Les opérations de passation de marché à fin juin 2019 s'établissent à 1 726 marchés approuvés, contre 1 592 à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 8,4%. En revanche, leur montant s'élève à 553,6 Mds FCFA (844 M EUR) contre 638,6 Mds FCFA (973,5 M EUR) en 2018, soit une baisse de 13,3%. 25,1% des marchés approuvés à fin juin 2019 ont été effectués via des procédures non concurrentielles, contre seulement 12% des marchés approuvés à la même période de 2018. Le délai moyen de passation des marchés a baissé de quatre jours, passant de 105,8 jours à fin juin 2018 à 101,5 jours à fin juin 2019.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : entrée en vigueur du nouveau code forestier

Le nouveau code forestier, adopté en mai 2018, a été promulgué par le Président Alassane Ouattara. La nouvelle politique forestière rentre donc en application et vise à renforcer la contribution du secteur forestier au développement durable. Cette politique dont le montant d'investissement est estimé à 616 Mds FCFA (939 M EUR) a pour objectif d'augmenter le couvert forestier, fortement dégradé ces dernières décennies, à 20% du territoire national en 2045 contre 11% aujourd'hui. Les décrets d'application qui rendraient cette politique opérationnelle n'ont pas encore été adoptés.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : le pays se dote d'un cadre juridique pour le Waqf

Le gouvernement nigérien a décidé de fixer les règles relatives au Waqf. Le Waqf est défini par le droit islamique comme étant un bien dont la jouissance est donnée soit à un destinataire public (Waqf public) soit à des membres spécifiques de la famille du donateur ou des tiers (Waqf de famille), soit aux deux catégories de bénéficiaires (Waqf mixte) en tant qu'œuvres de bienfaisance. La définition du cadre juridique au Niger va permettre la reconnaissance des principes du Waqf, la protection des biens donnés en Waqf et la préservation des vœux des constituants afin que l'instrument puisse jouer son rôle de levier de développement économique et social et de vecteur de solidarité islamique.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ Cameroun : 20 Mds FCFA levés sur le marché des titres de la BEAC

Le Cameroun a une nouvelle fois conclu avec succès son émission de bons du Trésor (BTA) de 20 Mds FCFA sur le marché des titres publics de la EAC, avec un taux de souscription de 105 % plutôt bas en comparaison des précédentes opérations et un taux d'intérêt moyen pondéré de 2,4 % contre 2,2 % pour les précédentes opérations de levées de fonds.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Mise en place du Projet d'appui au développement des entreprises et à la compétitivité (PADEC)

Une mission de supervision de la Banque mondiale était à Brazzaville les 27 et 28 septembre pour aider le gouvernement à concrétiser le PADEC lancé en juin dernier, et impulser le comité interministériel pour l'amélioration du climat des affaires, dont les membres ont été nommés par le ministre de l'Economie par Arrêté du 18 septembre. Financé à hauteur de près de 14 Mds FCFA, le projet s'inscrit sur une durée de quatre ans et se focalise sur les agglomérations de Brazzaville, Pointe Noire et Ouessou. Le volet « Appui aux PME » se fera *via* deux instruments : le plan d'affaires et le Fonds d'appui au développement des entreprises.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : Des financements arabes pour la diversification de l'économie

Le ministre des Finances a signé le 20 septembre à Brazzaville un protocole d'accord avec le Fonds koweïtien portant sur une enveloppe de 14 Mds FCFA (23,8 M USD) destinée à des projets agricoles dans les départements de Brazzaville et du Pool. Sont concernés : la réhabilitation des pistes rurales et des systèmes d'irrigation, la production d'aliments pour bétail, la pêche et la construction de deux laboratoires en sécurité alimentaire. Parallèlement, le DG de la BADEA annonçait le 27 septembre, lors d'une audience avec le président congolais, son intention d'appuyer les PME du secteur de la construction. La banque est déjà intervenue au Congo à hauteur de 26,2 M USD dans la réhabilitation d'une structure hospitalière.

✉ [Catherine.dumarche@dgtresor.gov.fr](mailto:Catherine.dumarche@dgtresor.gov.fr)

▼ **Burkina Faso : prêt de 200 M USD de la Banque mondiale au profit de l'agriculture**

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Lassané Kaboré, et la directrice des opérations de la Banque mondiale pour le Burkina Faso, Soukeyna Kane, ont procédé à la signature d'un accord de financement du projet de résilience et de compétitivité agricole (PReCA) – déjà approuvé le 30 août dernier – pour un montant de 200 M USD sur les 262 M USD que coûte le projet. Il permettra l'aménagement de 5 497 ha de périmètre agricole, la construction de 14 comptoirs d'achat et 90 magasins, le financement de 2 445 sous-projets centrés sur les initiatives privées, notamment la transformation des produits agricoles, et l'aménagement de 344 km de pistes rurales dans les bassins de production agricole.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : adhésion à la Banque asiatique d'investissement (AIIB)**

La demande de la Côte d'Ivoire d'adhérer à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), déjà approuvée par le Conseil des gouverneurs de l'institution financière le 24 avril dernier, a été approuvée par le Conseil des ministres ivoirien du 25 septembre 2019. La Côte d'Ivoire rejoint ainsi d'autres pays du continent comme le Bénin (juillet 2019). Pour rappel, l'AIIB est une banque multilatérale créée en 2013 par la Chine, intervenant dans les pays en développement dans le cadre des investissements portant sur le renforcement des infrastructures de développement et la chaîne de valeur des secteurs productifs. Elle compte une centaine de pays adhérents, dont une douzaine de pays africains.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : le Président ivoirien en quête de fonds en Arabie Saoudite**

Le président de la République, Alassane Ouattara, a profité de sa « Oumra » (le petit pèlerinage) à la Mecque (ville sainte du Royaume d'Arabie Saoudite) pour échanger avec les autorités saoudiennes et les dirigeants du Fonds saoudien de développement (FSD) sur le déblocage des fonds promis par la Banque islamique de développement (BID) à la Côte d'Ivoire – par exemple pour la construction de l'université d'Odienné prévue en 2020 – et sur la possibilité de faire financer de nouveaux projets par le FSD, dont le plus grand projet du FSD en cours en Côte d'Ivoire est le « plan Marshall » pour Abobo (commune située au nord de la ville d'Abidjan), estimé à 173 Mds FCFA (263,7 M EUR).

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : 880 M EUR pour la transition agro-écologique régionale

À l'occasion du lancement du Projet d'appui à la transition agro-écologique en Afrique de l'Ouest (PATAE) porté par la CEDEAO, le ministre de l'Agriculture et du développement rural Kobenan Adjoumani a annoncé l'allocation de 880 M EUR à la Côte d'Ivoire. Ce projet va concerner trois régions du pays : le Bélier, les Grands Ponts et la Marahoué. Le PATAE vise à améliorer les performances des exploitations agricoles familiales et permettre l'accroissement des revenus et une meilleure résilience aux changements climatiques, tout en favorisant des processus de préservation et de restauration des écosystèmes cultivés et naturels. Financé par l'AFD à hauteur de 5,9 Mds FCFA (9 M EUR), son déploiement est prévu sur 4 ans.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : adhésion au programme pour le renforcement des capacités des cadres du secteur public de la Banque mondiale

Le vice-président de la Banque mondiale, Ousmane Diagana, en déplacement à Abidjan, a annoncé l'adhésion officielle de la Côte d'Ivoire au programme pour le renforcement des capacités des cadres du secteur public (DFSP) mis en œuvre par l'institution internationale. Ce programme donne la possibilité aux jeunes cadres des administrations nationales de rejoindre le groupe de la Banque mondiale pour une durée de deux ans afin de se former sur des compétences techniques préalablement identifiées, avant de regagner le service public de leur pays d'origine. Cette adhésion s'inscrit dans le processus de modernisation de l'administration publique entrepris par le gouvernement.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : lancement du Fonds de Solidarité pour les Projets innovants (PISSCA)

Le ministre ivoirien des Sports et Loisirs, Paulin Danho, a assisté le 23 septembre 2019 au lancement du PISSCA, fonds pour le financement de projet d'intégration sociale, créé par le service de la coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France. À cette occasion, il a rappelé le souhait du gouvernement de s'inspirer de l'organisation de l'économie du sport en France et d'impliquer davantage les activités sportives dans le renforcement de la cohésion sociale du pays. Cette année, 12 projets dans le secteur « Sport et développement » ont été sélectionnés. Au total, 200 projets bénéficieront d'un financement.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : conclusion d'un accord de financement pour la construction de centres hospitaliers

Le ministre ivoirien de la Santé, Aka Aouélé, et le directeur du groupe britannique NMSI, Peter Marks, ont signé un accord de financement d'un montant de 214 Mds FCFA (325,8 M EUR) pour la construction et l'équipement de 6 centres hospitaliers régionaux dans les villes de Bouaké, Boundiali, Minignan et Katiola et 2 hôpitaux généraux dans les villes de Kouto et Ouangolodougou. Ces investissements s'inscrivent dans le sillage du plan de santé de plus de 1 700 Mds FCFA (2,6 Mds EUR) annoncé par le gouvernement ivoirien en avril dernier, pour la période 2020-2040.

▼ Côte d'Ivoire : lancement officiel de travaux d'aménagement routier à Yamoussoukro et Abidjan

Le Chef d'Etat ivoirien vient de procéder au lancement officiel de la 1<sup>ère</sup> phase des travaux de réhabilitation et d'aménagement de la voirie de la ville de Yamoussoukro, capitale politique du pays. Cette phase, financée entièrement par l'Etat de Côte d'Ivoire à hauteur de 32,4 Mds FCFA (49,4 M EUR), concerne la réhabilitation d'environ 37 km de route bitumée et 4,4 km de route en terre. Les travaux de réhabilitation devraient s'étendre sur 12 mois. Pour rappel, sur les prochaines années, le gouvernement ivoirien prévoit un financement total de 133 Mds FCFA (202,7 M EUR) dans les infrastructures routières de la ville de Yamoussoukro, vitrine politique et touristique du pays.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

▼ Mauritanie : la Banque mondiale prévoit d'investir 150 M USD au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

La Banque mondiale a annoncé son intention d'investir 150 M USD au premier trimestre 2020, notamment dans le domaine des routes, les secteurs sociaux en Assaba (sud-est du pays) et le développement des villes à fort potentiel de croissance. L'aide budgétaire de la BM à la Mauritanie s'est accrue ces dernières années, passant de 25 à 50 M USD en avril 2019 suite aux réformes économiques et financières entreprises par l'ancien gouvernement.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ Mauritanie : la Banque centrale met en adjudication 13,7 M EUR en bons de trésor

La Banque centrale de Mauritanie et le Trésor mauritanien ont annoncé conjointement, le 23 septembre 2019, [le lancement d'un appel d'offres pour la cession de bons du trésor](#) d'un montant global de 9 Mds FCFA (13,7 M EUR). Ce montant est réparti en trois tranches avec des échéances différentes : la première tranche d'un montant de 360 MMRU (8,7 M EUR) avec une échéance de 4 semaines ; la seconde de 100 M MRU (2,5 MEUR) pour 13 semaines ; et la dernière de 100 M MRU (2,5 M EUR) pour 26 semaines. La date limite de l'adjudication a été fixée au 26 septembre 2019.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ Sierra-Leone : Accord d'un prêt d'1,5 M USD pour l'institut de microfinance ATCB

Le fonds néerlandais pour le financement du développement (FMO) va accorder à l'institution de microfinance « A Call to Business Savings and Loan » un prêt d'environ 900 M FCFA (1,3 M EUR). Le montant est fourni par le Massif Fund, fonds d'investissement géré par le FMO pour le compte du gouvernement néerlandais. Cette ligne de crédit est remboursable sur trois ans et est destinée au financement de PME sierra léonaises.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Congo-Brazzaville : L'État restructure la gouvernance des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture

Deux projets de loi portant création de l'Agence nationale de développement de l'agriculture et de l'élevage et de l'Agence nationale de développement de la pêche et de l'aquaculture vont être soumis au Parlement pour adoption. Ces deux agences viennent compléter les directions générales de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture qui seront désormais uniquement chargées d'élaborer les politiques de développement de ces secteurs, tandis que les agences seront en charge de leur opérationnalisation.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Energie et matières premières

#### ▼ Burkina Faso : hausse de la production minière en 2018

En 2018, la douzaine de sociétés minières industrielles en exploitation au Burkina Faso a produit 52,7 tonnes d'or contre 45,6 tonnes d'or en 2017, selon les déclarations du Premier ministre. L'ambition du gouvernement est de franchir la barre symbolique des 60 T en 2019, avec l'entrée en production des mines de Niankorodougou, exploitée par le groupe canadien Teranga Gold, et de Bouéré Dohoun de la compagnie Endeavour Mining. Outre l'or, le pays a produit 165 000 T de zinc en 2018. Le secteur a contribué à hauteur de 405,6 M EUR aux recettes budgétaires de 2018. L'exportation des produits miniers a rapporté 2,4 Mds EUR et le secteur a contribué à 11,4% à la formation du PIB.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Niger : le périmètre du permis d'exploitation d'uranium « Madaouéla 1 » agrandi

A la demande de la société Goviex Niger holdings, filiale du Canadien Goviex, les limites du permis d'exploitation d'uranium « Madaouéla 1 », situé dans la région d'Agadez, seront modifiées, selon le communiqué officiel publié à l'issue du dernier Conseil des ministres. Le périmètre d'exploitation sera étendu jusqu'au « au gisement Miriam ». Cette décision va permettre à la société d'exploitation d'augmenter les réserves du permis d'exploitation « Madaouéla 1 ». La compagnie minière de Madaouéla « Comima », chargée de la réalisation du projet, compte à terme créer 1 000 emplois directs et indirects et installer une centrale hybride solaire et gaz à Arlit pour ses besoins et ceux des populations avoisinantes.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Sénégal : Projet d'électrification de 300 localités par des mini-réseaux photovoltaïques, 37 villages de Kaolack ciblés**

Selon le directeur général de l'Agence sénégalaise d'électrification rurale (ASER), 37 villages de la région de Kaolack seront éclairés, d'ici décembre 2019. Ces villages sont tributaires au programme national d'électrification des 300 villages du Sénégal en mini-réseaux photovoltaïques, dont le coût global d'investissement est de 120 MEUR, injecté par la filiale de la banque allemande KfW IPEX-Bank.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : Kosmos Energy annonce une nouvelle découverte de gaz**

La compagnie américaine Kosmos Energy a annoncé la découverte d'une importante colonne de 30 m de gaz naturel dans le puits Yakaar-2 situé dans le bloc Cayar en Offshore Profond. Les premiers résultats d'après forage révèlent une qualité jugée bonne et similaire à celui du puits d'exploration Yakaar-1 situé à 9 km. Avec cette nouvelle découverte, Kosmos envisagerait déjà une deuxième usine de liquéfaction de gaz naturel, après le FLNG Gimi qui va traiter la production de la région du GTA. Le développement de Yakaar pourrait démarrer entre 2022 et 2023 pour un niveau de production de 2,5 Mtpa. La production serait destinée aux marchés internationaux et locaux.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sierra-Leone : SL Mining suspend ses activités dans le pays**

SL Mining, une filiale du négociant américain Gerald Group, suspend ses activités d'extraction de minerai de fer en Sierra Leone en raison d'un différend avec le gouvernement au sujet du paiement de redevances, que la compagnie américaine n'aurait pas versées selon les autorités. Près de 1 000 employés seront mis en congé. Ces événements font suite au vaste processus de révision de la conformité des entreprises minières aux normes locales, entrepris par la Sierra Leone depuis le début de l'année avec la publication d'un avant-projet du nouveau code minier. Pour rappel, le secteur minier a représenté près de la moitié des exportations du pays en 2018 selon la CNUCED.

✉ [lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Côte d'Ivoire : lancement de la production de la brasserie Heineken**

Le lancement de la production de bière Heineken en Côte d'Ivoire a été officiellement annoncé par Laurent Théodore, directeur général de Brassivoire, lors d'une cérémonie spécialement organisée pour l'occasion le 18 septembre. La Côte d'Ivoire devient le 10<sup>ème</sup> pays du continent à voir attribuer une licence de production par la marque Heineken à une entreprise implantée sur son territoire.

✉ [pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr](mailto:pauline.devillele@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Cameroun : La mise en place du GUCE aurait permis de réduire les délais d'importation et exportation de 40 à 17 jours

Une récente évaluation du Guichet unique des opérations du commerce extérieur du Cameroun (GUCE) – publiée par l'Institut national de la statistique (INS) – révèle que la dématérialisation des procédures et des services ainsi que le regroupement des intervenants et acteurs du commerce extérieur ont permis de réduire sensiblement les délais des formalités d'importations et exportations ont été réduits. Les délais des interventions au GUCE physique sont passés en moyenne de plus de 15 jours à 3 jours. Les délais globaux au GUCE sont pour leur part passés de 40 à 17 jours.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gambie : Impact négatif attendu de la faillite de Thomas Cook sur le secteur touristique

La faillite du tour opérateur Thomas Cook pourrait avoir un impact significatif sur le secteur touristique en Gambie, l'opérateur anglais assurant plus de la moitié du nombre total d'arrivées depuis presque trois décennies. En 2018, 209 135 touristes ont visité la Gambie, dont 52 103 Britanniques. Pour cette saison, 40 000 touristes britanniques ont réservé des hôtels. Pour la 1<sup>ère</sup> fois, en 2018, Thomas Cook avait augmenté la fréquence hebdomadaire de ses vols au départ du Royaume-Uni et des Pays-Bas à 9, ce qui avait considérablement augmenté l'arrivée de touristes par avion en Gambie. Le gouvernement entend mettre en place un plan stratégique pour inviter d'autres compagnies aériennes à augmenter les vols.

✉ [Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr](mailto:Lucile.basse@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : Carrefour ouvrira son deuxième centre commercial au Cameroun à Yaoundé

L'enseigne Carrefour en partenariat avec CFAO Retail va procéder à l'ouverture d'un nouveau centre commercial au Cameroun le 9 octobre 2019 dans la ville de Yaoundé au quartier Ekié. Il s'agit du second supermarché Carrefour au Cameroun après l'inauguration le 5 décembre 2017 à Douala d'une première grande surface sous l'enseigne « Carrefour Market ».

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Le marocain BCP acquiert les parts du groupe français BPCE dans la BICEC**

Le groupe bancaire marocain Banque centrale populaire (BCP) a officiellement acquis le 1<sup>er</sup> octobre 2019, 68,5% du capital de la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (Bicec), jusque-là détenu par le groupe Banque populaire et Caisse d'épargne (BPCE). C'est le 24 septembre 2018 que BPCE avait annoncé son entrée en négociations exclusives avec le groupe marocain, en vue de la cession de ses participations dans ses filiales africaines, dont la BICEC au Cameroun. Pour mémoire, BCP contrôle déjà le capital de la Banque Atlantique, groupe bancaire présent au Cameroun. UN autre acteur marocain (Attijariwafa Bank) détient pour sa part la majorité du capital de la banque SCB.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : l'expertise qatarienne sollicitée pour sauver la compagnie aérienne Camair-Co**

Suite à une rencontre des ministres des transports camerounais et qatarien, en marge des travaux de la 40e assemblée générale de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OACI) au Canada, l'Émir du Qatar serait disposé à accompagner le Cameroun dans le redressement de sa compagnie aérienne. Une délégation qatarie serait attendue dans les prochains jours pour l'évaluation des besoins de Camair-Co.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : Biogaran démarre ses activités au Congo-Brazzaville**

Le laboratoire pharmaceutique français Biogaran, filiale du groupe Servier, a officiellement démarré ses activités en République du Congo, lors d'une cérémonie organisée le 19 septembre à Brazzaville, en présence des professionnels du secteur de la santé. Déjà présent en Afrique depuis 2017, au travers de l'acquisition du laboratoire nigérian Swipha, Biogaran a fait son entrée en Afrique francophone en janvier 2019 via la Côte d'Ivoire. Sur le marché congolais, le laboratoire propose une gamme de trente-deux médicaments génériques à des prix accessibles – dont neuf déclarés essentiels par l'OMS – qui couvrent différentes pathologies, notamment la cardiologie, la gastrologie, la neurologie, l'oncologie et l'urologie.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : projet d'atelier de maintenance aéronautique par la compagnie régionale Asky**

La compagnie régionale Asky liée à Ethiopian airlines, qui détient environ 30% de son capital, a prévu de se doter d'un atelier de maintenance sur le site de l'aéroport de Lomé pour les Boeings B737 et B787, les Airbus A320, 330, 350 et les Bombardiers turbo propulsés. Elle procédera dans les prochaines semaines à une consultation restreinte auprès des entreprises qui auront manifesté un intérêt et disposeront des références requises.

✉ [gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr](mailto:gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr)

# CARNET ET AGENDA

---

## ▼ Cap-Vert : nouveau forum d'investissement du Cap-Vert à Boston

Une nouvelle édition du Forum d'investissement pour le Cap-Vert se tiendra à Boston les 30 septembre et 1er octobre prochains. Plus de 300 participants sont attendus, parmi lesquels des investisseurs, es chefs d'entreprise et des membres du gouvernement cap-verdien. En juillet dernier, à l'issue du précédent Forum d'investissement du Cap-Vert, le ministre des Finances a annoncé que la pays avait mobilisé 1,5 Md EUR en projets et intentions d'investissement privé dans les secteurs de la santé, du tourisme, du transport maritime et aérien, des télécommunications et de la formation professionnelle.

✉ [diadame.diaaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaaw@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Guinée : visite du Président Condé aux Etats-Unis

En prélude à sa participation à l'Assemblée générale de l'ONU, le Président guinéen, Alpha Condé, a entamé une longue visite aux Etats-Unis le 8 septembre dernier, pour promouvoir l'investissement américain en Guinée notamment dans les domaines agricole et minier. Une délégation d'opérateurs privés guinéens a participé au déplacement présidentiel, dont les dirigeants de la startup Tulip Industry (technologie), de la société Soguibec (BTP et télécommunications), de la holding Guicopres (BTP et immobilier) ou encore du groupe Sonoco (moulins). A ce stade, le département américain de l'énergie a annoncé un financement à hauteur de 1 M USD pour la réalisation d'une étude d'impacts pour l'exploration du gaz dans le pays.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtrésor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtrésor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

